



CCE GRDF DU du 17 mai 2018

Déclaration Liminaire

Ce CCE se tient dans une période de climat social extrêmement tendu. La lutte des cheminots rythme l'actualité sociale de ce printemps. Mais ils ne sont pas les seuls à battre le pavé. D'autres salariés, du privé, du public, des gaziers et électriciens, des usagers des services publics, des salariés d'air France, du commerce, des retraités, des jeunes lycéens et étudiants, dans les familles, se mobilisent aussi dans cette période autour du refus de la société que le Pdt Macron et son gouvernement nous proposent. Ils sont aussi mobilisés sur leurs propres revendications autour de l'emploi, des salaires, des garanties collectives, du service public, de la suppression de la CSG, de l'accès à l'université...

Ces luttes, nombreuses dans les entreprises, démontrent un fort mécontentement parmi la population et une prise de conscience qui se généralise sur les effets désastreux de la politique du gouvernement au service du patronat. Dans nos entreprises aussi, pas un jour ne se passe sans qu'un service ou une unité ne dépose son propre cahier revendicatif.

Depuis le début de la mobilisation, partout, dans le calme et la détermination, les jalons ont été posés pour poursuivre et amplifier partout les mobilisations, à partir des entreprises, professions et des cahiers revendicatifs locaux. Pour le moment, gouvernement et employeurs restent sourds aux légitimes revendications portées par les salariés, les retraités et les étudiants.

Leur seule réponse est la violence ou le discours que nous entendons en boucle sur la quasi-totalité des médias : il faut réformer ou moderniser sous peine de ... Une rengaine mainte fois répétée par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis plus de 30 ans.

Rappelons que les bénéficiaires du CAC 40 ont continués à progresser en 2017 (+ 21,6%) et se montent à 94 milliards d'euros de dividendes accaparés par les actionnaires.

A GRDF, c'est : Pour la direction et les actionnaires : - Augmentation de 1,8 millions d'€ pour les 10 plus gros salaires - Augmentation du versement des dividendes et Remontée du Cice à l'actionnaire,...

Et pour les salariés : - Aumône misérable pour le SNB - Intéressement réduit de 20 % - Réduction drastique du nombre de NR – éléments déclaratifs pour les impôts 2017 erronés, ...et, cerise sur le gâteau, DIMINUTION de la participation GRDF...liée principalement à une erreur de calcul des directions qui ne dit mot sur le sujet et n'assume pas ses erreur : Quel exemple envers les Agents ?...Et pour couronner le tout, cette même direction décide la mise en place d'un véritable plan social à travers un CFC dans le cadre de l'évolution des métiers supports et logistique du Service Commun.

Les Directions font clairement le choix de la rétribution à vers l'actionnaire au détriment de la juste rémunération des créateurs de richesses, les salariés, comme vient justement de la pointer le rapport « Oxfam » qui réaffirme que la France est le pays au monde où les entreprises cotées en bourse reversent la plus grande part de leurs bénéfices en dividendes aux actionnaires ! (Entre 2009 et 2016 : 67.4% aux actionnaires, 27.3% réinvesti dans l'entreprise et 5.3% en PRIME pour les salariés !!!)

Pour exemple, GDF SUEZ puis ENGIE a ainsi gratifié ses actionnaires de 27,6 milliards d'euros au moment où elle n'enrangeait "que 8,4 milliards". Les dividendes représentent, à eux seuls, 329 % de ses profits.

Les salariés et les citoyens ne sont pas dupes : les différentes réformes se font au gré du capital mais au mépris de 99% de la population !

Pour la CGT, un pays sans industrie est un pays sans avenir. Or, notre industrie est dans un état préoccupant.

Les gouvernements successifs n'ont pas fait les bons choix en la matière. Ils ont laissé les grands groupes dicter leur loi, guidée, le plus souvent, par les seuls intérêts financiers à court terme de leurs actionnaires et la rapacité de leurs dirigeants. Ces choix se sont révélés incompatibles avec les besoins à long terme de l'industrie, et conduit à l'affaiblissement de notre tissu industriel. Cela s'est traduit par un manque d'investissement dans la recherche, dans l'appareil productif, dans la formation, une remise en cause du sens et de la finalité du travail, une stagnation des salaires, conduisant à la baisse des emplois qualifiés et pérennes et à la démotivation des Salariés. Aujourd'hui, nous n'avons même plus de ministère de l'Industrie ni même de Secrétaire d'Etat... ! Quant au Ministre du travail, il s'agit d'une ancienne DRH lorsque dans certains Pays d'Amérique Latine, par exemple, celui-ci est un ancien syndicaliste... Alors comment croire pouvoir compter sur un gouvernement comme celui-ci pour relancer ou proposer des projets industriels dont le Pays a besoin !?

La FNME CGT a initiée une grande campagne de communication et d'information sur le « Service Public de l'énergie du gaz et de l'électricité » en direction des salariés, des usagers et des élus. Complémentaire à l'initiative lancée par les CCE, cette campagne porte sur La notion de service public en termes de Droits fondamentaux, d'Intérêt général, de Démocratie, d'Égalité et de développement économique, social et environnemental, afin d'apporter des éléments de compréhension dans la complémentarité entre service public de l'énergie et pôle public de l'énergie.

Nous sommes à la croisée des chemins. L'industrie doit, certes, se transformer, mais sans renier l'existant. Elle n'est pas réductible à la logique financière et ne l'est pas plus à la seule innovation. La « nation start-up » n'est qu'une chimère.

Le travail est au cœur des mutations technologiques en cours et cet aspect est trop souvent obéré. C'est pourquoi, lors du dernier Conseil Economique Social et Environnemental, la CGT a soutenu les préconisations de l'avis sur la formation pour l'élévation des qualifications de tous, la recherche et l'innovation, le dialogue social en France et en Europe. La création d'une programmation pluriannuelle de l'industrie et la mise en place d'une agence nationale pour une nouvelle culture industrielle nous semblent particulièrement importantes.

La transformation de notre système productif doit permettre de profiter des opportunités ouvertes par les nouvelles technologies et prendre en compte les défis environnementaux et les aspirations des salariés et des citoyens.

Or, en faisant un rapide parallèle avec GRDF et les négociations sur la GPEC, par exemple, il y a loin « de la coupe aux lèvres ». En effet et ce, malgré la période très perturbée, la CGT s'est attachée à participer autant que faire se peut à l'ensemble des travaux en cours sur TOUS les dossiers. Mais force est de constater, pour ne pas dire « déplorer » que la direction de GRDF et ses représentants font preuve de déloyauté et de manque de respect envers les négociateurs au regard de l'opacité des éléments transmis et/ou refusés !

Absence de volonté de négocier sur les parcours professionnels,
Fortes réticences à communiquer les éléments GPEC dans les CE,
Contestation devant les tribunaux sur les consultations légales en CE,...

En résumé, la direction se réfugie derrière les éléments communiqués à travers la BDES,..... pour ne pas communiquer plus !!! Tout comme pour l'accord Travail A Distance, c'est la « moins disance » qui est de mise. Et lorsque les représentants du personnel se font force de proposition ou posent les questions qui dérangent, c'est : « circuler, y a rien à voir ! » Est-ce là le « nouveau dialogue social »...!???

Face à ces attitudes que nous pourrions qualifier de « méprisante » sur certains dossiers, la CGT s'est vue dans l'obligation d'écrire au Directeur Général afin de solliciter les éléments de réponses attendu....

Cette période voit également une recrudescence de conseils de discipline dans bon nombre d'unité et souvent pour de futils artifices. Pire, fleurissent ici et là des « ruptures conventionnelles » en dehors de toutes règles Statutaires et sans aucun passage dans les CSP idoines...

Dans cette période chargée d'histoire, si le meilleur moyen de fêter Mai 68 est d'être dans l'action, au cœur des mobilisations sociales, la CGT fait le pari de la convergence des luttes. Nous ne sommes pas tous des cheminots, mais notre dénominateur commun est que nous avons tous des revendications à porter dans nos entreprises et établissements. Les mauvais coups pleuvent sur l'ensemble du monde salarié et pas seulement sur les cheminots. Alors, cohérence, convergence et unité syndicale la plus large possible, voilà à quoi la CGT appelle les citoyens de ce pays durant cette période pour faire aboutir nos légitimes revendications.

Enfin et pour terminer, un appel à méditer pour nos directions des IEG, si méprisantes envers leurs représentants du personnel :

Le 22 Mai, les Fédérations Nationales des Mines et de l'Energie CGT, CFE-CGC Energies et FNEM-FO appellent, ensemble, les salariés des Industries Electriques & Gazières à se mobiliser pour la défense de l'avenir du Service Public de l'électricité et du gaz et par la grève, à participer aux mobilisations et initiatives diverses.